

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

AU SOMMAIRE

P 2 : Tito déclare :
la paix mondiale n'est pas assurée
P 3 : A propos de la dernière session
du Comité central du PCF
P 6 : De mauvais coups
en préparation
contre les chômeurs

Editorial

Nos propositions pour l'unité

Lorsqu'après les élections, Giacard a voulu mettre à profit le désarroi passager des travailleurs pour appliquer sa politique de concertation avec les directions syndicales, que s'est-il passé ?

La classe ouvrière n'a pas accepté de renoncer à la lutte pour des discussions dont il est d'ailleurs vite apparu qu'elles ne pouvaient apporter que des sacrifices supplémentaires.

A Renault-Flins, Cléon, aux arsenaux et dans maintes entreprises, les travailleurs ont eu recours à l'arme qu'est la grève.

Et comment ont alors réagi les militants du PCF qui, peu de temps auparavant, suivant les directives de leur Parti, appelaient les travailleurs à temporiser, au nom du Programme commun et à se résigner jusqu'aux élections. Mains d'entre eux, avant tout les ouvriers, se sont lancés avec la masse des grévistes dans la lutte.

Voilà ce qui a amené le Comité central du PCF, dans une conjoncture où il est privé de débouchés politiques immédiats, à changer de ton à l'égard des « luttes quotidiennes » et de « la base ». Certes, les dirigeants du PCF n'ont pas changé pour autant de stratégie. Ils s'efforceront de proposer à nouveau l'Union de la gauche avec ces mêmes dirigeants du PS qui se montrent pour le moins conciliants à l'égard de la politique actuelle du gouvernement Giscard-Barre.

Mais l'unité qui se construit à la base, dans l'action contre la poursuite du plan Barre ne va pas dans ce sens. Les travailleurs prennent conscience, au cours de ces luttes, des intérêts de classe qui les opposent, quels que soient les discours du gouvernement ou des partis traditionnels, aux monopoles comme aux PME, aux « canards boiteux » comme aux patrons « compétitifs », aux entreprises privées comme nationalisées. Ils prennent conscience que l'unité fait leur force lorsqu'ils se rassemblent face à leurs exploitateurs, et que seule cette force fait alors passer de leur côté ou neutralise certains cadres ou éléments de la maîtrise. Ainsi, sur la base des intérêts de classe, se forge l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie.

C'est pourquoi, nous, marxistes-léninistes, préconisons plus que jamais l'unité dans la lutte contre le plan Barre :

- Unité à la base et dans l'action des travailleurs syndiqués et non-syndiqués, membres ou non de différents partis ;

- Unité des grévistes au sein des comités de grève pour la direction de la lutte ;

- Unité des grévistes de différentes entreprises grâce à la coordination des luttes ;

- Unité de tous les travailleurs autour des usines en grève en impulsant la solidarité ;

C'est en s'efforçant d'être les meilleurs artisans de cette unité, en aidant les travailleurs à la construire et à s'opposer aux manœuvres de récupération et de division à visée électorale, que nous pourrions le mieux expliquer nos propositions et les convaincre de s'organiser avec nous, avec le Parti marxiste-léniniste.

Jean NESTOR

«L'EMPLOI, L'OUVERTURE...» DISAIT BARRE

- Poursuite de la grève des OS de Flins, malgré une deuxième intervention des CRS (Voir ci-dessous)
- Plusieurs milliers de licenciements annoncés à Usinor (Voir page 4)
- 9 usines Moulinex occupées; menace d'intervention des flics (Voir page 4)

Renault-Flins

«Les CRS sous les presses»

C'est mercredi, à 3 h 15, qu'un millier de CRS sont intervenus pour la deuxième fois à Flins pour évacuer l'atelier des grandes presses, occupé depuis le 19 mai.

1 heure : c'est le temps qu'ont mis les occupants-grévistes pour franchir les 500 m qui les séparaient de la porte, en scandant des slogans.

Dans la matinée, alors que 9 000 OS des chaînes sont toujours sous le coup du lock-out, les profession-

nels de l'atelier des presses reliaient leurs camarades OS et font la grève sur le tas.

Ils refusent de travailler avec les flics qui campent autour de l'atelier. Ce faisant, ils poursuivent le blocage des presses qui, d'après la Régie, lui a déjà coûté une perte de 15 000 voitures. Dès la prise de poste, environ 2 000 ouvriers débrayaient et manifestaient dans l'usine pour exiger le départ des CRS. Du côté des OS des presses, la grève continue.



L'Afrique tant convoitée

La Somalie, le Zaïre, contre les interventions soviéto-cubaines

Le rôle des deux superpuissances, URSS et USA, en Afrique, est fréquemment évoquée, soit par elles-mêmes, soit par des pays africains et européens.

Au cours de sa visite, le président somalien, Siad Barre, a fait part à James Callaghan de son inquiétude au sujet du rôle joué par les Soviétiques et les Cubains en Afrique. Londres, qui partage cette inquiétude, estime (suite de la page 8)

● Espagne

Près de 300 000 personnes ont suivi mardi un mot d'ordre de grève lancé par les centrales syndicales en Andalousie et en Extramadure, dans le cadre d'une journée de lutte contre le chômage.

La grève a été largement suivie notamment par les travailleurs agricoles. Dans la ville de Bienvenida, près de Badajoz, la garde civile a dissous une manifestation, mais on n'a enregistré ni blessés, ni arrestations. C'est dans la province de Séville que la grève a été suivie le plus largement et l'arrêt de travail a été total dans 80 villes des 102 que comprend la province sévillane.

● USA

La justice de Chicago vient d'autoriser le parti nazi américain à défilé comme bon lui semble - avec uniformes et insignes nazis - dans un parc de la ville.

C'est un vrai scandale ! Scandale contre lequel a d'ailleurs protesté vigoureusement la population de Chicago, qui comprend de nombreuses personnes d'origine juive et environ 7 000 rescapés des camps de concentration nazis.

L'autorisation d'une telle manifestation est une véritable provocation à leur égard, et à l'égard de tout le peuple américain. Il faut la dénoncer et la combattre.

● Angola

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) annonce, dans un communiqué parvenu récemment à Paris, le déclenchement, le 4 juin dernier, d'une offensive des forces du gouvernement de Luanda contre ses maquisards dans la région-centre du pays.

L'Unita, qui affirme avoir brisé une précédente offensive en mars-avril derniers, précise que « six mille Cubains » sont engagés dans l'opération lancée simultanément, selon elle, de Bie, Cuito, Cuana-vale, Cuando-Cubango et Cuene.

Elle dresse ensuite un bilan des opérations qu'elle a menées entre le 20 mars et le 10 mai 1978 : au cours de « 126 engagements » dans les provinces de Malanje, Cuanza Sul, Benguela et Mixico, l'Unita déclare avoir tué « 527 ennemis dont 7 officiers » et avoir récupéré un important matériel. Elle signale avoir procédé à de nombreux sabotages sur la voie ferrée de Benguela.

Le communiqué fait état de « nombreuses désertions dans les rangs des forces soviéto-cubaines du régime de Luanda ».

● Yougoslavie

Tito déclare : la paix mondiale n'est pas assurée

Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre édition d'hier, le XIe congrès de la Ligue des communistes yougoslaves se tient depuis lundi à Belgrade, en présence de quelques 130 délégations étrangères. Leur nombre même indique l'audience internationale de la Yougoslavie indépendante et non-alignée. Le président Tito a présenté lundi un important rapport dont nous présentons ci-dessous les passages essentiels.

Le président Tito a dénoncé « les rivalités de bloc qui prennent de l'extension et gagnent d'autres régions du monde, surtout l'Afrique, où certaines puissances s'efforcent de conserver leurs anciennes sphères d'influence ou d'en créer de nouvelles ».

Il a indiqué : « La défiance entre les grandes puissances rappelle l'époque de la guerre froide ». « Manifestement, la paix mondiale n'est pas assurée. Le risque de voir la guerre éclater non seulement sur le plan local, mais à l'échelle mondiale, ne peut être entièrement exclu ».

A propos du désarmement, il a dit : « Il ne peut plus être exclusivement l'affaire des grandes puissances et des blocs », s'opposant

par là à la volonté de l'URSS et des USA, comme l'ont fait de nombreux pays à la dernière conférence de l'ONU sur le désarmement.

Le président Tito a également dénoncé les « dangereux foyers de crise » qui existent en Afrique : « Dans la corne de l'Afrique, il est indispensable de faire cesser entièrement les conflits armés et d'apporter par des moyens pacifiques une solution politique aux questions litigieuses, y compris l'Érythrée, sur la base des principes des Nations Unies et de l'Organisation de l'unité africaine, dans le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les États de la région, sans

intervention ni ingérence de l'extérieur. »

« Dans le sud de l'Afrique, la seule solution véritable consiste à liquider entièrement les derniers bastions du colonialisme et du racisme, à assurer l'indépendance de la Namibie et du Zimbabwe et à abolir l'apartheid dans la République sud-africaine ».

« Pour notre part, a-t-il conclu, nous soutenons et aidons pleinement, dans les limites des nos possibilités, les mouvements de libération et les activités de l'ONU en vue de résoudre ces problèmes au plus tôt ».

Enfin, il a, sans la nommer, pris à partie l'URSS en disant : « Les tentatives d'imposer ses propres conceptions politiques et idéologiques aux partis et mouvements des pays non-alignés et des autres pays en développement sont contraires aux intérêts de ces pays et à leur droit de déterminer librement les voies de leur développement. Par ailleurs, elles risquent d'introduire les divisions de bloc parmi les pays non-alignés ».

Cuba : un pays en guerre

Un hebdomadaire américain, « The US News and World Report », vient de publier un reportage sur Cuba. L'auteur y a effectué un séjour de deux semaines et il décrit les changements intervenus dans ce pays à la suite de son intervention en Afrique.

Son reportage constitue un témoignage concret, et de première main, sur ce pays qui cherche à se faire passer pour « socialiste » et pour « non-aligné ».

« Un changement étonnant s'est produit à Cuba, écrit l'auteur. En dépit de l'impression qu'il donne au premier abord, le pays est en guerre ».

Pour un visiteur de passage, Cuba semble en temps de paix : « Mais l'aspect tranquille de l'île ne résiste pas à une observation minutieuse de la vie des Cubains ».

« L'aéroport José Martí de La Havane est plein de jeunes hommes qui partent pour l'Afrique ou qui en reviennent. Partout, à Cuba, on voit des soldats en uniforme russe et ils se font de plus en plus nombreux. Les gens se plaignent de la pénurie d'aliments et attribuent cet état de choses à l'envoi

de main d'œuvre et d'approvisionnement en Afrique ».

« En plus des dizaines de milliers de soldats cubains déjà en service en Afrique, Castro vient d'envoyer en Angola 1 500 jeunes de 15 et 16 ans pour enseigner la langue espagnole à la population locale ».

« Au cours de mon voyage à travers le pays, dit l'auteur, je me suis très vite aperçu que le bellicisme était plus fort que l'année dernière. Des avis militaires étaient placardés sur des panneaux le long des routes, dans les villes et les villages. « Aujourd'hui, il est urgent d'être prêt au combat », dit un slogan. Un

autre conseille aux Cubains de répondre à l'appel de leur pays. Faire son service militaire est un honneur pour tous les jeunes ».

« Quiconque rejette la direction officielle renonce en même temps à la possibilité d'étudier, au travail, à sa maison et autres avantages. Mes neveux ont refusé d'aller en Afrique, dit un homme âgé, et ils ont été chassés de l'école. D'autres ont perdu leur travail pour la même raison ».

L'auteur note que le nombre des Cubains morts sur les champs de bataille est le secret le plus jalousement gardé du pays. Mais de source locale, souvent utilisée, on sait que les pertes de Cuba en Afrique sont lourdes.

Abordant l'opinion du peuple cubain sur l'Union soviétique, l'auteur cite un ouvrier : « Le soutien qu'ils (les Russes) nous accordent est une question politique, mais nous ne les aimons pas personnellement ».

Message du Parti communiste chinois au 11e congrès de la Ligue des communistes yougoslaves

Une immense ovation a salué la lecture du message envoyé par le Parti communiste chinois (PCC) au congrès. Ce message marque le rétablissement officiel des relations entre le PCC et la Ligue des communistes yougoslaves. En voici un bref extrait :

« La Ligue des communistes yougoslaves poursuit résolument la politique étrangère de non-alignement, s'oppose fermement à l'impérialisme et à l'hégémonisme, défend la solidarité des pays non-alignés et des autres pays en voie de développement, soutient les peuples en lutte pour la conquête et la défense de l'indépendance nationale et contre l'agression, ce qui lui a valu l'admiration de tous les peuples ».



Le président Mao Tse-toung, lors de sa rencontre en novembre 1975 avec le président du Conseil exécutif fédéral de la Yougoslavie.

● Irlande du Nord

Nouvelle vague de répression



Patrouilles de paras anglais dans un quartier de Belfast.

La situation est tendue en Irlande. Les autorités britanniques multiplient les patrouilles et les perquisitions ainsi que les assassinats.

Trois membres de l'IRA provisoire et un passant viennent d'être abattus par une patrouille de l'armée au cours d'une embuscade. Plusieurs autres personnes ont été tuées ces jours derniers

par les forces de répression qui ont été mises en état d'alerte. La tension a encore été augmentée par les déclarations, à Belfast, du leader du Parti conservateur britannique, Margaret Thatcher, qui s'est prononcée contre toute atteinte à la domination britannique sur l'Irlande du Nord.

Abonnez-vous à

L'Humanité rouge

quotidien révolutionnaire

des travailleurs



Le comité central du PCF face à l'URSS

A propos du comité central du PCF

La seule voie crédible

Le récent Comité central du PCF est un événement politique important. Intervenant après l'échec de l'Union de la gauche, il devait, en effet, définir l'orientation de ce parti « dans la situation nouvelle » ainsi ouverte, comme l'indique René Andrieu dans l'éditorial de l'« Humanité » présentant les travaux de ce Comité central. Or, l'Union de la gauche, c'est bien la direction du PCF qui l'a patiemment construite, au prix de la remise en selle d'un Parti socialiste bien moribond après des années d'exercice du pouvoir.

Qu'allait donc faire le Comité central dans cette situation nouvelle ? Du temps des élections, Marchais l'avait dit : « Nous n'avons pas de stratégie de rechange ». Le Comité central le réaffirme, il n'y renonce pas. Il s'agit bien toujours de construire « le vaste mouvement majoritaire nécessaire pour faire triompher le changement démocratique ». Il s'agit bien toujours de constituer avec d'autres partis une union susceptible de remporter la majorité des suffrages aux prochaines élections et d'accéder ainsi au gouvernement.

Notons que l'échec de cette stratégie est attribué au PS, ce qui est un comble : c'est comme si celui qui vous propose une barque pourrie pour traverser la rivière accusait la barque de votre noyade !

Mais il y a un autre élément nouveau dans la situation actuelle. C'est que les travailleurs n'ont attendu ni Marchais, ni le Comité central du PCF pour s'engager résolument dans l'action contre les plans du gouvernement Giscard-Barre.

Après le « Une seule solution, le Programme commun », ils inscrivaient dans les faits qu'il n'y a qu'une seule voie : la lutte, alors que Marchais comme Mitterrand, Séguéy comme Maire acceptaient la dérisoire giscardienne et lançaient donc avec lui sa concertation et son « ouverture sociale ».

La situation devenait critique pour le PCF. Non seulement l'Union de la gauche avait échoué (avec les remous qu'inévitablement cela suscitait dans ses rangs), mais en plus les travailleurs s'engageaient sans lui, même contre lui, dans la voie de la lutte, avec tous les remous supplémentaires que cela pouvait susciter dans ses rangs. C'est pourquoi le Comité central a confirmé

un changement amorcé depuis quelques jours déjà : il est beaucoup question de la lutte dans ses travaux. La résolution dit « qu'elles sont indispensables pour contrecarrer la volonté du pouvoir d'aller toujours plus loin dans l'austérité et de développer le chômage » et « appelle toutes les organisations du Parti à se montrer toujours plus sensibles à tous les problèmes que rencontrent les gens et en priorité les plus défavorisés... et à organiser avec eux des actions sur tous les terrains ». Sans doute, ceux des militants du PCF qui sont sincèrement désireux de mettre en échec le plan Barre voudront y voir un appel à mener la lutte anticapitaliste.

Pour notre part, nous avons toujours affirmé qu'il n'y a rien qu'on puisse arracher aux patrons, au capitalisme, autrement que par la force, la lutte : la grève, l'occupation des usines, etc. Et nous sommes prêts à nous unir, à nous organiser pour cela avec tous les travailleurs, quelle que soit leur appartenance politique ou syndicale. Le fait que la seule voie crédible qui s'ouvre aujourd'hui pour combattre le plan Barre soit la voie de la lutte crée pour cela de très bonnes conditions.

Nous sommes prêts à nous unir, à nous organiser avec tous les travailleurs pour que ces luttes se coordonnent, s'épaulent les unes les autres, pour qu'elles soient des victoires revendicatives et pour l'unité de la classe ouvrière.

Mais nous nous opposerons toujours à ce qu'elles deviennent le tremplin de projets électoralistes qui non seulement divisent, mais conduisent à l'échec et à l'impasse que nous avons connue en mars, impasse dans laquelle la stratégie inchangée du Comité central du PCF veut nous replonger.

Le rapport présenté par Claude Poperen en ce début de semaine devant le Comité central du PCF consacre plusieurs paragraphes à la dénonciation des interventions françaises en Afrique. Il ne souffle pas un mot de la présence russe et cubaine dans le continent noir.

Le politique giscardien fait de la France « le gendarme chargé de faire respecter le vieil ordre social d'exploitation, voire le fer de lance de la politique du bloc impérialiste dans certaines régions du monde. » déclare Poperen.

LA FRANCE ET LE TIERS MONDE

Il est par ailleurs intéressant de voir ce que disait Marchais le 16 mai à Mexico au cours de la conférence de presse internationale dont Poperen fait aussi mention dans son rapport.

Parlant de la création d'un « nouvel ordre économique mondial », c'est-à-dire de nouvelles relations entre les pays riches et les pays pauvres, Marchais

s'était, ce jour-là, montré très modéré face au gouvernement français. Non seulement, il se garde de toute critique à Giscard, mais encore il donne des conseils au gouvernement sur la bonne politique qu'il pourrait mener en ce domaine : après avoir fait quelques propositions, il déclare à plusieurs reprises : « Le PCF fait tout ce qui est en son pouvoir pour que le gouvernement français les prenne en compte dans sa politique ». Voilà un langage bien différent de celui du rapport Poperen.

C'est qu'au Mexique, dans un pays du tiers monde qui doit bien des fois recourir à l'alliance avec le gouvernement français pour résister aux superpuissances, USA et

URSS, Marchais a tenu un discours de circonstance, modéré par rapport à Giscard, flatteur par rapport au tiers monde.

Voilà qui est bien contradictoire avec le rapport Poperen quand il affirme par ailleurs : « Tout se passe comme si la politique giscardienne cherchait à relancer la tension internationale ». La France serait-elle l'une de ces deux superpuissances qui se disputent à l'heure actuelle le partage du monde ?

QUI CRÉE LA TENSION ?

Que la tension se soit accrue dans le monde est un fait qui devient de plus en plus indéniable à un point tel que rares sont ceux qui osent encore parler de « détente ».

Le Comité central du PCF continue toujours d'affirmer qu'il y a « détente » dans le monde, mais devant un certain nombre de faits comme la situation en Afrique, il est obligé de reconnaître : « Une certaine

instabilité, des éléments d'incertitude viennent marquer la situation internationale ».

Or, qui crée la tension dans le monde d'aujourd'hui, en Afrique par exemple ? Bien sûr, la France, en pays impérialiste, cherche à garder ses vieux avantages coloniaux au Tchad, par exemple, et cherche à reprendre du terrain perdu ici ou là en Afrique.

Mais comment le Comité central du PCF peut-il analyser la situation dans le continent africain sans dire un mot de la présence des troupes russes, par exemple en Angola, au Zaïre ou en Érythrée ? C'est que tout en approuvant les interventions agressives russes et cubaines en Afrique ou ailleurs, il lui faut tenir compte de la mauvaise image de marque (de plus en plus mauvaise) dont souffre Moscou aussi bien au sein du PCF qu'en France de façon plus générale. Alors le Comité central prend la politique (courageuse...) du silence.

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



QUELLE ATTITUDE PAR RAPPORT A LA LUTTE DU TIERS MONDE ?

Les peuples et pays du tiers monde, Afrique, Asie, Amérique latine, ont en quelques dizaines d'années presque tous conquis leur indépendance politique. Ils poursuivent, sous différentes formes adaptées à leur situation, la lutte pour consolider leur indépendance sur tous les plans et se libérer totalement de la domination de l'impérialisme.

Quelle attitude avoir vis-à-vis de ces pays dont les intérêts sont fondamentalement opposés à ceux de l'impérialisme et des superpuissances ?

Bien sûr, les gouvernements... mènent pas une lutte d'égale intensité ni aussi conséquente que la Chine et le Kampuchea où c'est le prolétariat qui a le pouvoir. Bien sûr, certains de ces pays sont encore très dépendants de l'impérialisme même s'ils s'efforcent de diminuer cette dépendance, avec des succès et des reculs.

Mais l'ensemble de ces pays ne constitue-t-il pas une force qui se manifeste avec une puissance croissante contre les superpuissances et l'impérialisme ? Il suffit à cet égard de rappeler l'unité des principaux pays producteurs organisés dans l'OEPEP pour s'opposer au pillage de leurs ressources par les

impérialistes. Et lors des assemblées générales de l'ONU, l'impérialisme, et tout particulièrement les superpuissances, ne se retrouvent-ils pas maintenant souvent mis au banc des accusés ?

Mais pourquoi alors les dirigeants du PCF font-ils la distinction entre pays « réactionnaires » et pays « progressistes » quand ils parlent des pays du tiers monde ? S'agit-il pour eux d'opposer aux autres les pays qui mènent la lutte la plus conséquente ? Ce n'est pas le cas puisqu'ils lancent des attaques contre des pays comme la Chine et le Kampuchea qui sont à la pointe de la lutte anti-impérialiste. Quel est alors leur critère ?

Prenons pour le voir deux exemples révélateurs : celui de l'Iran et celui de l'Angola. L'Iran est étiqueté par la PCF comme « soumis à l'impérialisme » parce qu'y sont stationnés plusieurs milliers de soldats américains. L'Angola, par contre, est étiqueté « anti-impérialiste » alors que, pourtant, des milliers de soldats cubains y font la loi avec la bénédiction soviétique.

Et l'on pourrait ainsi constater que pour les dirigeants du PCF, ce sont en fait les pays plus ou moins influencés par l'URSS qui sont « progressistes », tandis que, dans le cas où l'influence impérialiste qui domine est celle des USA ou des

pays du second monde, il s'agirait de pays « réactionnaires ».

Ne s'agit-il pas d'un alignement sur les positions de l'URSS et d'un soutien à la politique impérialiste qu'elle mène en rivalisant avec les USA pour l'hégémonie ? Une telle attitude n'est pas moins condamnable sous prétexte que l'URSS « ce n'est pas la même chose que les USA », car des deux superpuissances, c'est l'URSS à l'heure actuelle qui est la plus dangereuse et à l'offensive à l'échelle du globe entier. Loïn d'aller dans le sens d'une ségrégation favorable à l'une des superpuissances, les travailleurs de notre pays doivent au contraire soutenir la lutte commune que mène le tiers monde contre l'impérialisme et au premier chef les deux superpuissances.

Voilà, à notre avis, quelle doit être notre attitude à l'égard de la lutte du tiers monde.

Une brochure à lire pour bien comprendre la situation internationale

LA THÉORIE DU PRÉSIDENT MAO SUR LA DIVISION EN TROIS MONDES

L'exemplaire : 1,30 F
Éditions de Pékin

Pour toute correspondance,
téléphonez au numéro suivant :
205 51 10



Plusieurs milliers de licenciements à Usinor «L'emploi...» disait Barre

La direction du groupe sidérurgique Usinor a annoncé, au cours d'une réunion du Comité central d'entreprise, qui se tenait mardi à Paris, un nouveau train de licenciements : 1 000 avant la fin 1978 à Usinor-Denain puis 2 000 avant la fin 1979. De plus la direction annonce que l'unité de Trith-Saint-Léger (Nord) devrait se « dégraisser » d'au moins 600 travailleurs.

Au total, tant à Denain qu'à Trith, c'est près de la moitié des effectifs que le trust Usinor entend licencier.

Ceci vient après la liquidation, il y a un an, de l'usine de Thionville en Lorraine. Quant à la région de Valenciennes, elle a perdu 7 400 emplois en trois ans et une cinquantaine d'entreprises y ont fermé au cours de l'année passée.

Et il faudrait ajouter à cela encore plusieurs milliers de licenciements dans la sidérurgie !

La sidérurgie serait-elle à ranger dans le lot de ces vilains canards dont Barre s'emploie à tordre le cou ?

Tandis que le chômage ne cesse de s'accroître et que le ministre Boullin lui-même annonçait 200 000 chômeurs de plus dans un proche avenir, Barre nous répète sur tous les tons qu'une de ses préoccupations majeures serait de sauver l'emploi.

Son discours est en gros le suivant : le marché mondial est le théâtre d'une concurrence extrêmement dure, un certain nombre d'entreprises ne sont pas en mesure d'y faire face, il ne sert à rien de les maintenir artificiellement en vie ; au contraire, au lieu de dilapider l'argent de l'État avec ces canards boiteux, il faut soutenir les entreprises qui sont en mesure de se tailler une place sur le marché face aux concurrents. Selon lui, c'est le prix qu'il faut payer pour que la situation de l'emploi soit assainie sur la base de cette nouvelle expansion.

On ferme Terrin, Bousac et 1 200 à 1 300 entreprises par mois. Mais où sont ces fameux secteurs concurrentiels ? A lire les notes de conjonctures publiées par le journal patronal « Les Échos », on reste perplexe. Le bilan de

mai s'établit comme suit :

- Mécanique : pas fameux ;
- Constructions électriques : lourdeurs ;
- Machine-outil : pâle ;
- Matériel travaux publics : catastrophique ;
- Sidérurgie : c'est selon ;
- Matières plastiques : moins bien ;
- Bâtiment : aucun mieux ;
- Travaux publics : moins catastrophique, etc.

Il paraît cependant que ça irait mieux dans le papier-carton et il y a une certaine reprise dans l'automobile !

En fait, les secteurs susceptibles d'être concurrentiels, ce sont les gros monopoles auxquels Barre réserve les largesses des fonds publics. On sait au prix de quel renforcement de l'exploitation des ouvriers, Renault réussit à percer sur les marchés étrangers, c'est-à-dire à gonfler la masse des profits soutirés à la classe ouvrière. Il en va de même pour les autres trusts qui restructurent, licencient, battent des records de productivité et engloutissent les fonds publics pour redresser leur taux de profit.

Ainsi, Usinor est l'une des entreprises les plus productives de la sidérurgie mondiale. En 1967, il fallait 12 h 30 de travail pour produire une tonne d'acier, seulement 7 h 15 en 1974, et aujourd'hui ?

Ces gains de productivité ont été réalisés au prix de la généralisation du travail posté, d'une réduction constante des effectifs, de la liquidation d'unités entières, du recours à l'intérim et à la sous-traitance et au prix de 82 accidents mortels du travail en dix ans, rien qu'à Usinor-Dunkerque !

Ainsi, le choix que nous offre Barre, c'est d'un côté les entreprises qui ferment, donc le chômage, de l'autre côté, les monopoles concurrentiels qui le seront d'autant plus qu'ils restructureront et licencieront, d'autant plus qu'ils pousseront au maximum l'exploitation des ouvriers.

Une seule réponse s'impose : organiser la lutte résolue de tous les travailleurs chez Bousac ou Renault, Usinor ou aux Arsenaux pour faire échec à Barre.

9 usines Moulinex en grève

Pour vivre décentement

Le groupe Moulinex, dans sa publicité, prétend faire le bonheur des femmes avec sa production d'appareils ménagers. Ce n'est certes pas le cas des milliers de femmes, nombreuses parmi les quelques 10 000 personnes employées par ce groupe, aujourd'hui à l'avant-scène de l'actualité par le vaste mouvement de grèves et occupations qui touche à ce jour la quasi-totalité des 11 usines, implantées en Basse-Normandie.

L'envers du décor qui se trouve ainsi mis en lumière n'est guère reluisant. C'est le visage habituel de l'exploitation capitaliste : quand on est OS chez Moulinex, on travaille dur pour moins de 2 000 F par mois.

« Comment vivre décentement avec ça », disent les ouvrières de l'usine d'Alençon, la plus importante (2 860 salariés) et la pre-

mière entrée en lutte (occupée depuis jeudi dernier). Barre n'a pas encore parlé du bonheur des OS de Moulinex mais les patrons du groupe estiment cela bien suffisant ; ils refusent à ce jour toutes les revendications avancées par les travailleurs :

- Une prime immédiate de 400 F pour tous ;
- Une 5e semaine de congés payés ;
- Le paiement de tous les « ponts » entre jours fériés.

Ce n'est pas que les affaires du groupe soient mauvaises (merci pour lui), mais il faudrait, paraît-il, pour qu'elles continuent à être bonnes que les travailleurs acceptent d'y laisser leur peau. Voir à ce sujet, les récents discours de Barre.

A Moulinex justement, on veut vivre. On veut vivre décentement, dignement. Et la dignité, les travailleurs la trouve dans la lutte. La force, la force des travailleurs unis dans la

lutte, c'est le seul moyen pour obtenir quoi que ce soit des patrons. Les parlottes dans les ministères, au siège du CNPF, c'est fait pour endormir et on ne veut pas dormir : comme à Renault, comme aux arsenaux.

Après Alençon, il y a eu Villaine-la-Juhel (426 salariés), Cormelles-le-Royal, tout près de Caen (la deuxième du groupe avec 2 590 employés), Mamers, Domfront, Fresnay-sur-Sarthe et puis Argentan et Mayenne (750 personnes) et enfin Falaise (également près de Caen), mercredi après-midi.

Bien sûr, la direction, au nom de la liberté d'exploiter, a fait donner ses cadres pour forcer les piquets de grève, sans résultat ou plutôt si : les piquets se sont renforcés ! Les tribunaux, bien sûr, ont ordonné l'évacuation de l'usine d'Alençon pour lundi dernier, de Cormelles-le-Royal le lendemain. Et les flics interviendront bien

sûr dès qu'on leur en donnera l'ordre.

Mais pour l'heure, les occupations se sont étendues (il ne reste plus que Saint-Lô et Bayeux non occupées) et se renforcent s'épaulant les unes les autres. Ainsi, à Alençon, seuls les hommes occupaient la nuit ; maintenant, les femmes s'y sont mises aussi. « L'ambiance est très bonne. On est déterminé, on ira jusqu'au bout ». Voilà les réflexions des occupants.

Ce jeudi matin, il y a une manifestation à Alençon. Si les grévistes consolident leur unité, notamment par une solide coordination au niveau du groupe, si chaque attaque du patron avec ses cadres, la justice et les flics à son service (comme cela s'est fait jusqu'ici) reçoit une ferme riposte, si le groupe reste paralysé, si tous font bloc face à une possible intervention policière, alors certainement, ils arracheront la victoire.

Boussac vend pour ne pas couler

Fidèle à l'image paternaliste qu'il s'est donnée, Marcel Boussac essaie une fois de plus, en disant qu'il vendra tous ses biens personnels, de détourner la colère des travailleurs sur d'autres que lui.

Mais les banques refusent de cautionner l'opération. En effet, la plus grande partie du « patrimoine personnel » de Boussac est en gage et le patron du textile ne peut plus en disposer à son gré.

Dans dix jours, c'est l'échéance de la paye pour 11 000 salariés du groupe : 60 à 70 millions de francs sont nécessaires pour régler les salaires et les congés payés.

Comment s'y prend-il ? Ce faisant, il donne l'impression d'avoir un grand cœur alors qu'il cherche tout de simplement à perpétuer l'exploitation dans ses entreprises - qu'il va vendre ses biens personnels « pour sauver les 11 000 emplois », reste « quelqu'un ».

COMMUNIQUE DU SYNDICAT CFDT HACUITEX DES VOSGES (Extraits)

Le syndicat CFDT-Hacuitex des Vosges nous a fait parvenir un communiqué dans lequel il est dit : « Pour la CFDT-Hacuitex, cette opération (la vente des biens personnels - NDLR) ne garantit en rien le maintien de tous les emplois et le paiement des salaires de juin et des congés payés ».

Après avoir rappelé la politique paternaliste de Boussac, le communiqué poursuit : « Toutefois, il est clair qu'il a été l'instigateur de la liquidation du groupe. Possédant la majorité des actions, donnant ses ordres à Jean-Claude * tous les jeudis, sa fortune personnelle n'a été, en fait, bâtie que sur le dos des travailleurs ».

LA CFDT-HACUITEX RAPPELLE SES POSITIONS

- Appel à des assemblées générales dès le retour des comités centraux qui ont eu lieu les 21 et 22 juin 1978 ;
- Appel à des débrayages le 22 juin ;
- A la rentrée : opération « Portes ouvertes » dans une usine du groupe ;
- Appel aux travailleurs à se mobiliser pendant les vacances.

* Jean-Claude : le neveu de Marcel Boussac.

BOUSSAC DÉCLARE A NOTRE REPORTER :



JE GARDE QUAND MÊME MON CHÉQUIER

POUR ME PAYER MON SALAIRE

Ce n'est quand même pas pour rien que les capitalistes américains l'avaient classé parmi les « 10 grands de ce monde ». On ne quitte pas si facilement la scène de l'histoire quand, depuis plus de 60 ans, on vit du sang et de la sueur des ouvriers.

Car il ne faut pas se faire d'illusion, les biens personnels qu'il veut vendre (à condition que les banques acceptent) sont en fait le produit du pillage des colonies d'où il tirait ses matières premières (coton, etc.) et le produit de l'exploitation des milliers de travailleurs qui triment pour lui à raison de 1 800 F par mois.

Car, en effet, Marcel Boussac, qui a eu sa première « Rolls » à 24 ans, achète des chevaux, gagne des tiercés (le « Jockey-Club », le 4 juin, par exemple), possède des milliers d'hectares de terre et de forêt, etc. les doit aux travailleurs qui les lui ont payés.

Aujourd'hui, l'aigle royal est devenu un de ces vulgaires « canards boiteux » dont veulent se débarrasser ses concurrents très satisfaits d'en finir avec le « vieux » qui les empêche encore de dormir sur les deux oreilles.

Et lui, parce que c'est un capitaliste et qu'il a toujours vécu, entre autres, du travail des petits paysans ruinés, de mères-célibataires, de femmes divorcées qu'il embauchait à vil prix (alors que dans les Vosges, être mère-célibataire et femme divorcée était, et est encore, à bien des égards un crime), lui ne veut pas disparaître. Et comme le tigre blessé à mort, il luttera jusqu'à l'extrême limite de ses forces et s'il le faut il emploiera les grands moyens jusqu'à vendre ses 5 milliards de centimes de stocks de tissus. Ce qui désorganiserait le marché français pour au moins deux ans. Ainsi, il entrainerait d'autres magnats dans sa chute. Telle est la logique des exploités : couler, peut-être, mais pas tout seul !





Les arsenaux

«Respecter nos décrets»

Parlant de la lutte des travailleurs des arsenaux, et plus généralement des établissements de la Défense nationale, Barre déclarait qu'elle était « inexplicable ». Il est vrai que, d'après lui, les OS de Renault sont heureux ! A voir !

Sur 87 000 travailleurs de l'État, 30 000 ont des salaires qui se situent entre 1 956 F et 2 683 F par mois. La baisse du pouvoir d'achat enregistrée depuis la suspension des décrets, il y a un an, est de l'ordre de 7%. Quant aux conditions de travail, la Fédération CGT fait état de 60 morts et 43 500 accidents du travail depuis trois ans. On peut se rappeler, à ce sujet, les conditions de travail particulièrement dangereuses qui régnent dans les poudreries.

A tout cela s'ajoutent les menaces sur l'emploi et la mise en cause du statut unique, par le recours à l'intérim, à la sous-traitance et au système des hors-statuts. Toujours d'après la Fédération CGT, 8 700 emplois ont été supprimés en quatre ans et Bourges voudrait en supprimer 20 000 de plus d'ici quatre ans.

L'ARSENAL DE BREST

C'est là que s'est déroulée, il y a 27 ans, la grève d'un mois pour l'obtention des décrets garantissant aux ouvriers d'État un salaire égal à celui des métallos parisiens. C'est là aussi que s'est déclenchée la lutte en cours pour le respect des décrets.

L'arsenal, d'abord, ce n'est pas une entreprise comme une autre. A toutes les portes de l'arsenal, qui s'étend sur 7 ou 8 kilomètres sur les bords de la rivière Penfeld, la Police maritime veille. C'est elle qui assure, si l'on peut dire, le gardiennage. De même, toute la hiérarchie, passé le niveau équivalent à celui de contremaître, c'est la hiérarchie militaire. Cadres, ingénieurs, directeur, autant d'officiers et d'ingénieurs d'armement. Bref, comme l'a rappelé aux grévistes de façon menaçante le préfet maritime, il s'agit d'une enclave militaire. Ici, sont réparés et construits des bâtiments de guerre. Ici sont

basés (à l'île Longue, située au milieu de la rade de Brest) et entretenus les sous-marins nucléaires.

Justement le secteur des constructions navales n'a, actuellement, qu'une activité réduite. Au montage dans les bassins, il y a seulement un porte-hélicoptères, le « Jeanne d'Arc », deux corvettes et un pétrolier-ravitailleur. C'est peu. Ainsi, les inquiétudes relatives à l'avenir du plan de charge sont bien réelles.

Sur 7 000 salariés, on compte environ 900 hors-statuts. Ces hors-statuts sont nombreux au bassin 10, d'où est parti le mouvement. C'est là que sont « carénés » les sous-marins. Il s'agit d'opérations de nettoyage qui se font dans des conditions d'insalubrité pénibles et dangereuses. Dans les bassins où sont assemblées les coques de navire, les conditions de travail sont aussi particulièrement dures pour les chalumistes, les soudeurs,



les charpentiers-tôliers, les menuisiers et les peintres. Pour ceux qui travaillent à l'île Longue, il faut d'abord qu'ils soient triés sur le volet. Le feu vert des Renseignements généraux est indispensable pour y avoir accès. C'est ainsi que plus d'un syndicaliste combatif ou militant révolutionnaire y est interdit de séjour. Autre particularité à

l'île Longue, les horaires sont de 46 h par semaine puisqu'à la journée de travail s'ajoute quotidiennement une heure de bateau entre l'arsenal et l'île.

Aujourd'hui, les grues sont immobiles, les bassins déserts et les machines silencieuses : 6 000 ouvriers, profondément unis, poursuivent la lutte pour le respect des décrets.

OU EN EST LA LUTTE ?

Commencée à Brest, il y a maintenant dix jours, la grève, étendue à une centaine d'entreprises dépendant de la Défense nationale, rassemblait près de 60 000 travailleurs dans les journées du mardi 20 et du mercredi 21.

Bourges, ministre de tutelle, refuse obstinément de revenir sur la décision de suspension des décrets. Pire, il recourt délibérément à l'intimidation et à la répression pour venir à bout de la grève : en vain. Vendredi dernier, les gardes mobiles pénétraient à l'intérieur de l'arsenal de Brest mais cela ne réussissait qu'à renforcer le mouvement. A Cherbourg, Lorient et Brest, les grévistes se rassemblent quotidiennement dans d'importantes manifestations.

A l'arsenal d'Indret, proche de Nantes, les délégués CGT, CFDT et FO étaient assignés en référé mercredi à la suite du blocage des portes par les grévistes. Les délégués ont refusé de se

présenter au tribunal et la grève se renforce.

Une des principales forces du mouvement, c'est la profonde volonté d'unité à la base qui anime les grévistes. C'est elle qui a été le moteur de l'unité intersyndicale. C'est elle qui a, jusqu'à ce jour, contraint les directions syndicales à ravalier leurs querelles qui divisaient les travailleurs.

Aujourd'hui, certaines rumeurs de négociations se font entendre du côté du ministère. C'est certainement un signe de faiblesse face à la puissance et la détermination du mouvement. Toutefois, la vigilance s'impose : le risque existe que certains veuillent brader la grève avant d'avoir obtenu satisfaction sur la simple assurance d'une ouverture de négociations.

C'est aux travailleurs eux-mêmes qu'il appartient de veiller à cela. Bourges doit céder : « Respecter nos décrets ».



L'HUMANITE ROUGE
BIMENSUEL No33
EST PARU



Abonnez-vous à
L'Humanité rouge bimensuel

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Nos lecteurs qui désirent connaître le bimensuel peuvent en recevoir gratuitement, en nous écrivant, quatre numéros, sans engagement de leur part. Utilisez cette initiative pour élargir l'audience du bimensuel.

• Rennes

FETE DE LA RENCONTRE
FRANÇAIS-IMMIGRÉS
Le 25 juin 1978 à Cleunay (Ille-et-Vilaine)
Maison de quartier, rue Andrée Trasbot

AU PROGRAMME

12 h - Couscous (adultes 10 F, enfants 5 F)
14 h - Chants : chorale de Rennes, Groupe Octobre
14 h 30 - Montage diapos des résidents des foyers Sonacotra.
Débat avec le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le comité d'action chauffage de Villejean, la CSCV et l'ASTI
Montage diapositives sur les luttes de quartiers à Rennes (Cleunay, Villejean)
JEUX - SKETCHES - THÉÂTRE - SONNEURS
Avec la participation de : Comité de soutien de Rennes aux résidents des foyers Sonacotra, ASTI, CSCV, ASPEL, le Comité d'action chauffage de Villejean et les maisons de quartier de Cleunay, Villejean, Maurepas.

PARUTION DE L'HUMANITE ROUGE PENDANT LES VACANCES A NOS LECTEURS

Pendant la durée des congés d'été le quotidien cessera sa parution du 30 juin au 4 septembre. Le bimensuel paraîtra les 4 et 25 juillet et le 22 août puis reprendra régulièrement sa parution à partir du 5 septembre.
Nous demandons à nos lecteurs de communiquer le plus rapidement possible à l'administration l'adresse à laquelle ils désirent recevoir ces numéros, en cas de changement d'adresse (indiquer entre guillemets le lieu où il se produit) et la modification éventuelle du nombre de pages.

Télévision

SAMEDI 24 JUIN

A 18 h sur A 2 - Ce jour-là, j'en témoigne - No 11 : Printemps 1944.

La présente émission aborde la période marquée par la déroute des armées hitlériennes en URSS, la construction du mur de l'Atlantique et le débarquement allié le 6 juin 1944.

A 20 h 45 sur A 2 - Le grand échiquier - Herbert Von Karajan et l'orchestre philharmonique de Berlin

Cette émission de Jacques Chancel est considérée par beaucoup comme la meilleure émission de variétés de la télé. Pour cette soirée exceptionnelle autour de Karajan et des 120 musiciens du Philharmonique de Berlin, les amateurs de musique ne seront pas déçus. Participeront également à cette émission : Mstislav Rostropovitch (l'un des plus grands violoncellistes du siècle), Alexis Weissenberg (pianiste de renommée mondiale), Anne-Marie Muter (jeune violoniste de 13 ans), Emile Tchakarov (chef d'orchestre bulgare, élève de Karajan), les cantatrices Raina Kabaiwanska et Mirella Freni, et Edward Heath (ex-Premier ministre britannique, mais aussi chef d'orchestre).

Pour ceux qui n'ont pas la télé, cette émission sera diffusée simultanément en stéréophonie par « France-Musique ».

MARDI 27 JUIN

A 20 h 30 sur TF1 - Nobile : les naufragés des glaces.

Umberto Nobile fut le premier à survoler le pôle Nord à bord d'un dirigeable. C'était en 1928, avec Amundsen, mais pour de sordides intérêts commerciaux, celui-ci tenta de discréditer Nobile et s'attribua toute la gloire et les bénéfices de cette expédition réussie. Nobile décida alors d'organiser une deuxième expédition, mais à cause de ses sentiments antifascistes connus, le gouvernement italien lui mit des bâtons dans les roues. Le vol eut cependant lieu, mais le 24 mai 1928, le vent était si violent que l'aéronef ne put se poser et le lendemain, il s'écrasa sur la banquise. Oubliant sa querelle avec Nobile, Amundsen tentera l'impossible et disparaîtra en mer avec l'équipage d'un avion français. Les survivants finiront par être sauvés, l'URSS prenant une part active à ce sauvetage. Elle accueillera d'ailleurs pendant cinq ans Nobile obligé de s'expatrier pour fuir les persécutions du régime mussolinien. Aujourd'hui, âgé de 95 ans, Nobile vit toujours ainsi qu'un des rescapés de la catastrophe, l'amiral Alfredo Viglieri. Le film présenté mardi soir racontera l'histoire du sauvetage des rescapés de cette expédition, c'est un documentaire extraordinaire plein d'un suspense digne de Jules Verne.

A 20 h 35 sur A 2 - Les dossiers de l'écran : les marées noires ou le prix du pétrole.

Après un document filmé sur la marée noire, nous pourrions assister à un débat en duplex entre Paris et Port-sall. A Paris, sera réunie autour de Becam (secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales) une brochette de PDG, commandants de navires, juristes, assureurs. A Port-sall : le maire, un biologiste, un représentant des « Amis de la terre », une hôtelière, un marin-pêcheur, un goémonier, un ostréiculteur.

Le débat peut être intéressant, quant au film, il risque de ne pas nous apporter grand-chose. Vous avez le temps de voir l'émission de TF 1 (qui se termine à 21 h 25) avant le début du débat.

MERCREDI 28 JUIN

A 21 h 30 sur A 2 - Cartes sur table : Anouar El Sadate - Emission de J.P. Elkabbach et Alain Duhamel en direct d'Alexandrie.

VENDREDI 30 JUIN

A 20 h 30 sur FR3 - Le nouveau vendredi : Horizons : L'Afrique entre la faucille et le marteau.

Dans le contexte actuel, cette émission sera peut-être intéressante. Y participeront : Zbigniew Brzezinski (conseiller de Carter), Andrew Young (ambassadeur US à l'ONU), David Owen (ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne), Louis de Guiringaud (ministre des Affaires étrangères français), Pick Botha (ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud), Ian Smith (Premier ministre de Rhodésie), Kenneth Kaunda (président de Zambie), Chris Bertram (directeur de l'Institut d'études stratégiques de Londres) et John Stockwell (ancien chef de la CIA en Angola).

COMMANDEZ NOTRE BROCHURE

« Le peuple de Turquie face aux deux superpuissances »
Documents des revues « Aydinlik » et « Halkin Sesi »
Prix 5 F

Passez vos commandes à l'APN-Éditions
BP 279 - 75886 - Paris - Cédex 18

Informations générales

De mauvais coups en préparation contre les chômeurs

Patronat et directions syndicales se rencontreront le 26 juin et le 3 juillet pour discuter de l'aménagement du système d'assurance-chômage. Cette discussion entre dans le cadre de la concertation. Elle a été voulue par le patronat et ne présage rien de bon pour les chômeurs.

La somme allouée en 1978 pour l'assurance-chômage est de 22 milliards de francs. Elle est calculée pour un nombre de chômeurs égal à 1 100 000 (c'est le nombre de chômeurs reconnu officiellement).

Or, avec la liquidation des « canards boiteux », le nombre des chômeurs va considérablement augmenter, et parmi eux, ceux qui auront droit aux 90 % du salaire pour cause de licenciement économique. Les 22 milliards de francs seront donc très insuffisants

pour financer les allocations-chômage en nombre croissant. D'ailleurs, actuellement, il ne reste plus dans les caisses de l'UNEDIC (l'organisme chargé de la gestion de ces fonds) qu'une avance d'un mois et demi sur les cotisations qui les alimentent.

Il se pose donc le problème de l'augmentation des fonds pour faire face à l'augmentation des chômeurs. Or, le patronat refuse tout accroissement de sa contribution. Il demande à l'Etat d'augmenter la sienne. Barre, évidemment, ne

veut pas. Il est donc prévisible que patronat et Etat s'entendent pour diminuer le montant des allocations-chômage et essayent d'en priver davantage de chômeurs.

Les centrales syndicales, elles, sont partagées. CGT et FO refusent que l'on touche aux avantages actuels et tout diminution de l'allocation. La CFDT, elle, accepterait d'abaisser les indemnités les plus fortes afin d'augmenter les plus faibles.

Quoi qu'il en soit, de nouvelles difficultés s'annoncent pour les chômeurs. Elles rendent plus nécessaire encore leur lutte pour faire triompher leurs revendications les plus urgentes. Sur la base de ce que demandaient des chômeurs dans différentes luttes, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, quant à



Se retrouver au chômage, une inquiétude que ressentent beaucoup de jeunes

lui, demande le SMIC pour les chômeurs, la gratuité des transports, de l'électricité, du gaz et l'exonération d'impôts.

Ce qu'ils reçoivent

Les statistiques officielles reconnaissent actuellement un million cent mille chômeurs. Ce chiffre est bien en dessous de la réalité. Sur ce nombre, 870 000 reçoivent une indemnité et 250 000 environ n'en reçoivent pas. Parmi ces derniers, il faut compter beaucoup de jeunes qui n'ont pas encore travaillé et qui ne peuvent s'inscrire au chômage avant trois à six mois, selon qu'ils ont ou non des diplômes. Parmi ceux qui touchent l'assurance-chômage, 220 000 reçoivent moins de 500 F. Cent soixante-dix mille reçoivent les 90 % du salaire pour les cas de licenciements économiques.

Le sort des chômeurs deviendra donc de plus en plus précaire puisqu'il est question de réduire leurs indemnités.

Pour réprimer les soldats

Collaboration entre la sécurité militaire, les renseignements généraux, la gendarmerie

Le « Canard enchaîné » vient de révéler quelques procédés de la Sécurité militaire.

Celle-ci met en fiches les collégiens, lycéens et étudiants qui ont été sélectionnés en raison de leurs

activités passées. Près de 4 000 d'entre eux ont été ainsi fichés. Sur ces listes on retrouve le nom de certains des soldats actuellement sanctionnés tels les dix-sept arrêtés au début de juin à la base d'Évreux. Ils étaient donc fichés et tout particulièrement surveillés avant même leur incorporation.

Une collaboration étroite existe entre les services de recherche et de police. « Des réunions très régulières rassemblent ainsi quelques cerveaux de la Sécurité militaire, des renseignements généraux, de la gendarmerie et parfois du SDECE ».

La Sécurité militaire reçoit ensuite le nom de tous les fichés ou de jeunes interpellés durant quelque manifestation. Parfois la Sécurité militaire demande à la police, à la gendarmerie, aux renseignements généraux des enquêtes particulières sur tel jeune, sur ses parents, sur son épouse, etc. Ainsi donc, même les familles sont ainsi l'objet de renseignements et de fichage.

La collaboration entre les divers organismes de renseignements de fichage de l'armée, de la police, etc., montre que le pouvoir s'inquiète sérieusement de la lutte des soldats.

La répression rend donc nécessaire des formes de lutte appropriées mais elle n'empêche pas le mouvement de s'amplifier.

Hausse des carburants

20 à 30 millions de plus par jour pour les capitalistes

Désormais, il est certain que les prix des carburants vont augmenter d'ici une petite semaine, puisque les deux chambres (Sénat et Parlement) sont d'accord sur le relèvement de la fiscalité sur les produits pétroliers.

Le super passe de 2,42 à 2,68 francs.

L'ordinaire de 2,23 à 2,48 francs.

le gas-oil de 1,45 à 1,62 francs.

Le fuel domestique de 80 à 89 centimes.

Ces augmentations font partie du train de hausse que le gouvernement Giscard-Barre a entamé depuis quelque temps.

D'abord, nous avons payé plus cher le téléphone - la taxe téléphonique passant de 40 à 47 centimes -, puis ce fut le tour des timbres, augmentant de 20 centimes, l'EDF et GDF accroît ses

factures de 10 % et finalement pour les cigarettes plus de 15 %.

Alors que nos portemonnaie s'aplatissent, les caisses de l'Etat se gonflent. Ainsi, la seule hausse des prix des carburants va permettre un rapport de 20 à 30 millions de francs par jour, à l'Etat.

Le gouvernement ne peut même pas prétexter une majoration des cours du pétrole pour faire passer le bond des prix des carburants, mais il a trouvé mieux : « C'est un prélèvement que le gouvernement va affecter au financement des stages de formation professionnelle offerts aux jeunes qui arrivent cet été à la fin de leur scolarité ».

Un cadeau de plus aux patrons qui auront de moins en moins à déboursier pour ces fameux stages.

C'est le coup de la vignette, prétendument destinée aux vieux, que Barre nous ressort.



Un mois de reportage en Chine

A Tsingtao

Entretien

avec un ex-partisan de la «Bande des quatre»

En visitant la Chine, nous avons pris conscience de l'importance accordée à la démocratie socialiste dans tous les aspects de la vie. Cela nous a frappé, car c'était contraire à l'opinion de certains, en France, pour qui la chute de la bande des Quatre serait allée de pair avec un affaiblissement de la démocratie socialiste en Chine. Lors de notre visite à l'usine de locomotives de Tsingtao, nous avons entendu parler de troubles antérieurs liés à l'activité des partisans de la bande des Quatre. A notre demande, l'un de ces ex-partisans, Lifum Shi, a accepté de venir s'entretenir avec nous.

Agé de 34 ans, il est entré au Parti en 1969 et était ouvrier de cette usine. Il est bon de dire que la situation de cette province était telle qu'elle a nécessité une réunion, convoquée par Chou En-lai en 1974, entre vétérans révolutionnaires et responsables factionnels.

La discussion est simple et concrète :

« Militant du Parti à l'époque du Pi-Lin Pi-Cong (mouvement de critique de Lin Piao et de Confucius), j'ai été influencé par la ligne des Quatre qui ont profité de ce mouvement pour dévier la critique contre les dirigeants, tous les dirigeants qui étaient soi-disant des "démocrates engagés dans la voie capitaliste".

« Après cette période, j'ai personnellement incité et provoqué des incidents. Par exemple, nous avons occupé des bureaux d'ateliers et ceux de la direction afin de critiquer les dirigeants de l'usine. Parallèlement, nous avons essayé d'arrêter la production. Pendant cette période, des ouvriers étaient menacés physiquement par les groupes factionnels ».

En effet, à l'usine, les camarades nous le confirment, il y a eu des violences. Ce fut principalement le fait du vice-président du comité révolutionnaire de l'usine, dirigeant factionnel qui, à l'heure actuelle, est toujours ouvrier. Celui-ci refuse toujours de reconnaître ses erreurs qui sont graves. Il a été exclu du Parti, mais il travaille toujours à l'usine. Les camarades font une

enquête auprès des ouvriers afin de déterminer si les contradictions sont « au sein du peuple » ou « antagoniques ».

Ces dirigeants rebelles sont appelés « chef de collines » par les camarades car ils essayaient de s'assurer le pouvoir sur un petit secteur pour soutenir l'activité des Quatre.

Lifum Shi, lui, a fait son auto-critique et quand nous lui demandons quels étaient ses rapports avec les ouvriers, il dit : « J'avais de mauvais rapports avec les ouvriers, surtout avec les plus vieux qui m'évitaient et refusaient de me causer ».

Entré comme ouvrier à l'usine, il avait été désigné directeur-adjoint de l'atelier de fabrication des wagons. Malgré ses années de pratique de « rebelle », malgré le sa-

botage organisé de la production, il est resté membre du Parti et a gardé ses fonctions dirigeantes à l'atelier.

Nous sommes bien loin des pratiques répressives à l'égard des gens trompés que certains prêtent aux dirigeants chinois. Ce serait justement contraire aux principes du socialisme. Pour continuer la révolution, édifier le socialisme, il s'agit d'unir le maximum de gens afin de réduire au minimum la cible. « Les ennemis du socialisme, nous ont dit à plusieurs reprises les camarades avec qui nous en avons parlé, sont une poignée seulement. Il ne faut pas confondre les gens influencés, même s'ils ont commis de graves erreurs, et ceux qui en sont les vrais responsables ».



L'ex-partisan de la bande des Quatre (le 1er Chinois à gauche) avec les dirigeants de l'usine (à droite).

Renforcer la démocratie socialiste

Dans le pays socialiste qu'est la Chine, c'est le peuple qui a le pouvoir. Il doit pouvoir le conserver en exerçant sa dictature contre la bourgeoisie, qu'elle soit ancienne ou nouvelle. Pour cela, il faut qu'au sein du peuple, il existe la plus large démocratie.

Tirant les leçons des dernières luttes, le Parti communiste chinois a proposé des amendements à la Constitution qui vont dans le sens du renforcement de cette démocratie. Ils ont été étudiés, approuvés par les masses et figurent dans la nouvelle Constitution, votée à la 5e Assemblée populaire nationale.

Les organes de pouvoir locaux ont été renforcés afin de refléter correctement les aspirations des masses. Leurs membres sont directement élus par les masses.

En corollaire, les députés à tous les niveaux sont révocables par leurs électeurs. Ces organes du pouvoir populaire - assemblées populaires* et comités révolutionnaires (organes exécutifs des assemblées populaires) - ont des représentants de tous les secteurs de la société.

doit permettre la direction et le contrôle effectif des masses sur tout. Nous avons connu des exemples de dirigeants qui avaient été démis de leurs fonctions par les masses à cause de pratiques bureaucratiques ou bien parce qu'ils profitaient de leur poste pour détourner des fonds, etc. Des droits aussi simples que celui d'expression ou de réunion ont été souvent bafoués par les Quatre et leurs partisans. Cela nous a souvent été rapporté dans des usines comme celles de Shanghai, de Hangtcheou, etc., et surtout dans le domaine culturel où toute liberté d'expression était annihilée. C'est pourquoi, dans son rapport sur la modification de la Constitution, le vice-président Ye

Kien-ying, insiste sur ce que Mao Tsé-toung appelait la « grande démocratie », c'est-à-dire le droit pour les citoyens de recourir « à la libre expression d'opinions, au large exposé d'idées, au grand débat et au dazibao ». D'ailleurs, partout en Chine, fleurissent les « dazibao ».

Bien sûr, cette large démocratie au sein du peuple n'est pas démocratisme bourgeois. Il ne s'agit pas, en effet, de dire « tout et n'importe quoi », de permettre à certains de travailler librement au renversement du socialisme. Cette démocratie est nécessaire au peuple mais pour exercer sa dictature sur la bourgeoisie exploiteuse.

RENFORCER LES DROITS DU PEUPLE

Un exemple concret : dans l'art et la littérature, les Quatre, se couvrant de « démocratie », interdisaient tout. Alors que, nous affirment les camarades, « au sein des masses les idées erronées doivent pouvoir s'exprimer, c'est seulement ainsi que l'on pourra progresser, unir, en critiquant ces idées erronées ».

Les Quatre violaient aussi la légalité socialiste définie par les lois voulues par le peuple. Ils emprisonnaient (et torturaient parfois), qualifiaient arbitrairement les dirigeants à tous les échelons d'ennemis. A cela, la nouvelle Constitution répond par un renforcement des

droits du peuple et un renforcement de la direction unifiée à tous les niveaux. En effet, la démocratie n'est rien en soi, si elle n'est pas dirigée vers des objectifs précis qui sont la poursuite de la révolution socialiste vers le communisme.

Pour cela, il faut une unité de la base au sommet et du sommet à la base. C'est cette unité qui permet de contrer avec précision les ennemis, de défendre les acquis de la révolution.

Michel ROTAUD

* L'Assemblée nationale populaire est l'organe suprême du pouvoir d'Etat. Elle est élue par le peuple. Il existe aussi à tous les niveaux des assemblées populaires locales.



Vue de la dernière Assemblée nationale populaire à Pékin.

LE CONTROLE DES MASSES
Cette forme d'organisation

Fatima, 13 ans violée par 3 policiers

Dans la nuit de samedi à dimanche, trois policiers, hors service, après une soirée bien arrosée, erraient en voiture dans les rues de Saint-Denis. Croisant Fatima, jeune Algérienne de 13 ans, qui se rendait de l'hôpital chez sa sœur, ils l'ont enlevée, battue et violée. Mais Fatima a ramassé le portefeuille qu'un des policiers avait laissé tomber. Avec l'aide de trois jeunes gens qui l'ont trouvée en pleurs dans la rue, elle a pu confondre ainsi ses violeurs et les faire mettre

sous les verrous.

Voilà de quels actes odieux sont capables ces policiers qu'on présente comme chargés de veiller sur la sécurité des gens.

Et il y a fort à parier que si la jeune fille n'avait eu des preuves formelles, les recherches entreprises par le commissariat n'auraient jamais abouti.

N'est-ce pas dans un commissariat qu'une jeune institutrice allemande s'était plainte d'avoir été violée l'année dernière à Paris.

HOPITAL SAINTE-ANNE

Mardi, le directeur de l'hôpital voulait faire négocier les grévistes dans le cadre d'une commission paritaire sans pouvoir. Du coup, il s'est fait conspuer par les grévistes et c'est poursuivi par une centaine d'entre eux qu'il a dû s'enfuir de l'hôpital. La manifestation a continué dans la rue.

La grève à Sainte-Anne tient bon et seules les urgences graves y sont assurées. Depuis une dizaine de jours, les hospitaliers demandent aux fédérations syndicales qu'elles prennent en main la coordination des luttes. En effet, c'est ce qui manque le plus pour assumer le succès du mouvement.

UNE RÉOLUTION POSITIVE

L'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (1) a adopté mercredi une recommandation dans laquelle elle invite les pays membres à développer leur commerce avec la Chine et à « considérer avec faveur » ses demandes en matière de technologie industrielle.

Au cours d'un débat de plus de trois heures qui a précédé le vote, plusieurs orateurs ont rappelé que l'Union soviétique était intervenue auprès des gouvernements des pays membres pour tenter d'empêcher l'adoption de ce document et se sont élevés contre cette forme d'ingérence.

La recommandation relève que « la résistance totale à toute agression extérieure est l'un des éléments fondamentaux de la pensée politique de la Chine comme de toute l'Europe occidentale ». Elle note en outre que la Chine est susceptible de jouer un rôle « à l'égard de la sécurité de l'Europe et du monde ».

Les députés du PCF et du PCI ont voté contre le document. Par ailleurs, les parlementaires de l'Union de l'Europe occidentale ont condamné mercredi les interventions cubaines en Afrique, « encouragées par le soutien de l'Union soviétique ».

(1) L'Union de l'Europe occidentale regroupe l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne.

Halte à l'offensive du social-impérialisme russe en Afrique

Exposition - meeting

Samedi 24 juin de 14 à 20 h
Salle de l'Épicerie
12, rue du Renard - Paris 14e
(Métro Hôtel de Ville)

ORGANISÉE PAR

Le Mouvement patriotique anti-social-impérialiste au Zaïre
Les communistes marxistes-léninistes du Zaïre
El Amel Tounsi (Le travailleur tunisien)
L'Association générale des étudiants du Gabon (AGEG)
L'Association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC)
Guinéens pour la Démocratie nouvelle (GDN)
Les patriotes mauritaniens

SOUTENUE PAR

L'« Humanité rouge »

- 14-17 h 30 : Stands, exposition de panneaux sur la situation dans différents pays d'Afrique et l'offensive social-impérialiste, notamment au Zaïre. Diapositives, forum.
- 17 h 30 - 19 h 30 : Meeting.

La Somalie, le Zaïre contre les interventions soviéto-cubaines

L'Afrique tant convoitée

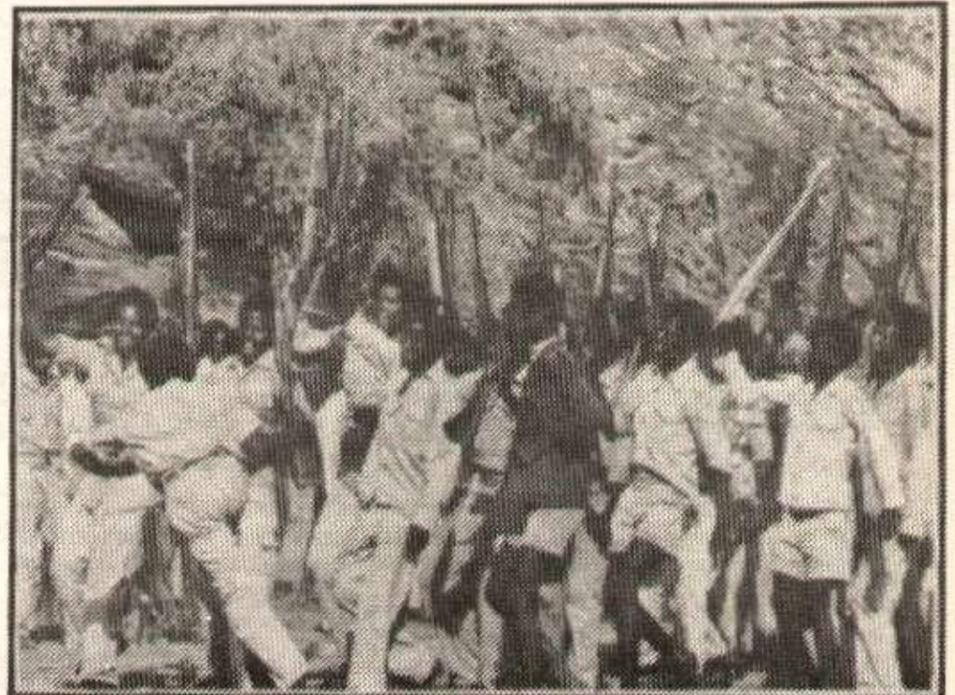
(Suite de la page une)

qu'une importante intervention militaire soviétique, ou appuyée par l'URSS dans la corne de l'Afrique, risque d'envenimer le conflit.

On sait que depuis quelque temps, la Somalie demande l'expulsion de Cuba - mercenaires de l'URSS - du mouvement des pays non-alignés. Mercredi, c'est le président zaïrois, Mobutu, qui annonçait que le Zaïre ne participerait pas au sommet des non-alignés à Cuba en 1979. Il a expliqué que « Cuba est trop aligné pour servir de plate-forme à une rencontre internationale crédible sur le non-alignement ». Le président Mobutu a, par ailleurs, déclaré que le Zaïre condamnait la présence militaire étrangère en Afrique, soulignant que cette condamnation ne concerne pas une intervention militaire qui « relève d'assistance bilatérale sur la base de certains accords déterminés ».

« Si l'on peut tolérer que par des accords bilatéraux ou dans le cadre d'un pacte de défense, un pays qui est menacé dans sa sécurité puisse bénéficier d'une intervention ponctuelle et limitée dans le temps, on ne saurait admettre que s'érigent dans les pays africains des bastions de forces étrangères permanentes », a-t-il dit.

Pendant ce temps, les nouveaux tsars du Kremlin, faute d'arguments, crachent leur venin contre la République populaire de Chine. L'agence Tass vocifère contre l'aide apportée par la Chine au Zaïre. Les sociaux-impérialistes russes veulent à tout prix déstabiliser le Zaïre, accusant la Chine d'apporter son aide aux « provocations contre les régimes progressistes voisins », ils entendent par là l'Angola. C'est bien un comble ! Qui agresse qui ? C'est bien d'Angola que sont venus les mercenaires



katangais pour agresser le Zaïre, et non le Zaïre qui agresse l'Angola. Contrairement aux falsifications et mensonges de l'URSS, la Chine avait soutenu à égalité les trois mouvements de libération en Angola, alors que l'URSS a fait en sorte qu'ils s'opposent les uns aux autres sous le prétexte, devenu monnaie courante, que l'un est progressiste et les autres réactionnaires. L'URSS utilise les mêmes mensonges à propos de la corne de l'Afrique, soutenant un jour la Somalie et le lendemain l'Éthiopie.

L'ambition de l'URSS dépasse largement le Zaïre ; c'est toute l'Afrique australe qui est visée. Selon F. Castro, c'est l'Afrique australe qui est le problème fondamental. Ce qui confirme les tentatives de pénétration du social-impérialisme dans les mouvements de libération de ces pays.

Toujours est-il que la tendance qui se développe en Afrique, c'est la méfiance et même le rejet envers le social-impérialisme russe et ses mercenaires cubains.

Conférence de presse de Nafi Kurdi représentant en France du FPLE

Nafi Kurdi, représentant en France du Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), a tenu, mercredi à Paris, une conférence de presse. Il a déclaré :

« En dépit de l'échec de l'offensive de 1975 et des expéditions de la « marche rouge » des printemps de 1976 et 1977, le DERG (1), doté par l'URSS d'un formidable arsenal croit pouvoir nous imposer ses vues à défaut d'en finir avec notre peuple et sa révolution. Son offensive en cours, annoncée avec tant de tapage, piétine encore mais elle risque d'être plus sanglante que les précédentes (...)

« Aujourd'hui, un pouvoir populaire de fait est instauré dans nos zones libérées qui totalisent d'ores et déjà plus de 95 % de notre territoire national (...)

« Nous avons pu réaliser tout cela sans aide extérieure, en comptant sur nous-mêmes, presque jusqu'à l'autarcie. Mais nous n'en éduquons pas moins notre jeunesse dans un esprit internationaliste et de solidarité avec les autres peuples, en premier lieu le peuple éthiopien.

« A l'heure actuelle, notre combat libérateur se renforce tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

« Le FPLE et le FLE appliquent désormais l'accord d'unité signé, le 20 avril dernier, dans notre ville libérée de Keren. En ce moment même, ils affrontent ensemble les forces d'occupation éthiopiennes.

« En cette phase des plus importantes de l'histoire de notre peuple, nous sommes angoissés par cet illogisme de l'indifférence, du silence, voire de la complicité de certains pays socialistes (...)

(1) : DERG : gouvernement militaire éthiopien.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre,
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité,
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

